

LE CONTROLE LEGAL ET LE CONTROLE COMPTABLE DES COMPTES EN ITALIE

Sur la base de l'article 2477 du Code Civil, qui réglemente le contrôle légal des comptes, la nomination du "Collegio sindacale" (organe de contrôle) est obligatoire si le capital social n'est pas inférieur à 120.000,0 Euro, ou, si pour deux exercices consécutifs, ont été dépassés deux des limites indiquées dans le premier alinéa de l'article 2435bis, soit :

- 1) Total de l'actif du bilan 4.400.000,00 Euro
- 2) Chiffre d'affaires 8.800.000 Euro
- 3) Salariés employés en moyenne pendant l'exercice (50)

Le "Collegio sindacale" est composé de trois (cinq) membres effectifs.

Mise à part les Sociétés par action qui ont recours aux marchés de capitaux ou qui ont l'obligation de rédiger les comptes consolidés, les autres Sociétés, "Spa" ou "Sarl" peuvent attribuer le contrôle comptable de la Société soit au "Collegio sindacale", soit à un autre sujet, à choisir parmi les suivants : "Revisore contabile" (Reviseur comptable) inscrit auprès du Registre des "Revisori contabili" ou Société de révision inscrite auprès du même Registre ou auprès du Registre tenu par la Consob.

Lorsque le contrôle comptable est attribué au "Collegio sindacale", cet organe doit être constitué par des "Revisori contabili" inscrits auprès du Registre sus-cité.

Sur la base d'une étude publiée sur la "Rivista dei Dottori Commercialisti 3/2009", page 438, aux soins de Mara Cameran, "les choix effectués en matière de sujet auquel confier le contrôle comptable, voient la plupart des Sociétés confier cette tâche à une Société de révision dans 48% des cas, au "Collegio sindacale" dans 29% des cas, à un "Revisore contabile" dans 22% des cas."